



Il faut avoir une analyse de classe de ce qui se passe en ce moment

Les règles élémentaires de la vie commune entre les hommes et les femmes, entre les nations, sont chaque jour un peu plus abîmées et piétinées.

Partout, ce sont les mêmes logiques qui dominent, celles des guerres économiques, celles des conflits armés, des colonisations sauvages, des prédatons avec en toile de fond l'impérialisme, les impérialismes, l'exploitation des richesses, l'exploitation des peuples, et la montée en même temps des populismes, des nationalismes, du racisme et de l'antisémitisme.

Il faut avoir une analyse de classe de ce qui se passe en ce moment oui, parce que tout y passe, et on le voit dans notre pays : l'industrie toujours plus menacée et détruite, les services publics affaiblis, les libertés publiques attaquées comme l'État de droit. Nous vivons des attaques très dures contre les magistrats, contre la justice. Certes, nous voulons changer de nombreuses lois pour gagner des conquêtes sociales et garantir l'accès à des droits essentiels pour toutes et tous. Certes, nous nous opposons dans les assemblées et dans la rue à des décisions scélérates pour le monde du travail, l'égalité des droits femme/homme, la jeunesse, les migrants... Mais, nous devons respecter la justice qui dit le droit adopté par le législateur. Une société sans justice portée par la démocratie, c'est une société livrée à l'arbitraire et à la barbarie des puissants. Ce que nous voulons par-dessus tout, c'est l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Mais, la loi ne doit pas être faible pour les forts et forte pour les faibles ! Elle l'est déjà suffisamment. Elle doit être la même pour toutes et tous. Nous ne laisserons pas faire cette dérive dangereuse, et nous manifesterons dans toute la France le 12 avril prochain, à l'appel de la CGT, d'associations, de la LDH et d'autres, pour qu'ensemble nous fassions respecter l'État de droit dans notre pays.

La démocratie est un bien précieux, il faut la défendre partout et tout le temps. L'affaiblir, c'est condamner toute perspective de progrès pour l'humanité. C'est entraîner les peuples dans un monde plus autoritaire, plus violent, plus dangereux, et plus inégalitaire. L'affaiblir, c'est aussi affaiblir toute perspective de paix.

Nous devons faire de la paix la grande cause de l'humanité, une volonté politique, et non pas un simple slogan. C'est une urgence vitale pour les peuples d'Afrique, pour Cuba, pour le Moyen-Orient, pour

l'Asie et l'Océanie, pour l'Europe et tout le continent américain. Comment accepter l'impuissance et le silence coupable de la France face au génocide qui se déroule en ce moment à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Macron dit vouloir aller vers une reconnaissance de l'État palestinien en juin, une énième évocation, une provocation de plus tant le peuple palestinien souffre et meurt depuis des années.

Notre combat pour la paix est donc un combat réaliste pour la sécurité collective partout dans le monde. Mais elle ne peut exister qu'en s'attaquant à la racine des problèmes et des tensions entre les nations, le capitalisme : matrice de la conquête des richesses et de l'aliénation des peuples, du monde du travail, des prolétaires.

AGENDA

12 AVRIL à 17h place de la République

Manifestation pour défendre l'État de droit

24 AVRIL

Sortie du livre de Fabien Roussel :

Le Parti pris du travail

29 AVRIL

Soirée pour le 50e anniversaire de la fin de la guerre et de l'unification du Vietnam au siège du conseil national

1er MAI

Journée internationale des travailleurs·ses.

MARIANNE MARGATE, NOTRE SÉNATRICE MILITANTE



Lire le fil info de mars

L'Ukraine

L'école en danger

Blackrock et les éoliennes

L'abandon des territoires par La Poste

Sauvegardons nos milieux aquatiques



Lire le fil info d'avril

L'État doit agir pour sauver l'industrie
Conclave des retraites : mascarade du pouvoir, mépris des travailleuses
Un hélicoptère médicalisé pour la Seine-et-Marne

VIDÉOS DES INTERVENTIONS AU SÉNAT



[Agir contre les passoires thermiques, un enjeu de justice sociale et climatique](#)



[Sécurité dans les transports : halte aux gadgets, revenons à l'essentiel !](#)

SUR LE TERRAIN



1 soutien à Samy Charifi-Alaoui, secrétaire général CGT des cheminots Paris Est

2 avec les salariés de Keraglass

3 débat sur les services publics à l'initiative des camarades de la section de Nemours



Municipales 2026

Résolution du Conseil Départemental de Seine-et-Marne du PCF

Les communes et les intercommunalités sont essentielles dans nos combats pour répondre aux enjeux de démocratie, de progrès social, de solidarité et de coopérations, de lutte contre les conséquences du réchauffement climatique, de lutte contre toutes les formes de discrimination. Elles sont essentielles pour défendre l'égalité d'accès aux droits et les services publics de proximité dans les différents domaines de compétences : école, petite enfance, action sociale, urbanisme, logement, transport, santé, eau, assainissement, service postal, alimentation, énergie, culture, tranquillité.

Dans un contexte de coupes budgétaires pour les collectivités et d'augmentation de budget dédié à une économie de guerre, nous, les élu.e.s et militant.e.s communistes ancré.e.s localement et porteurs des valeurs de nos combats, nous engageons pleinement dans les élections municipales de 2026 en Seine-et-Marne pour construire avec les populations, les forces de gauche et écologistes, les forces syndicales et associatives de progrès, des projets territoriaux attachés à l'intérêt général et au soutien aux revendications des agents territoriaux qui font obstacle aux politiques régressives du gouvernement. Et, en tenant compte de nos engagements militants et de nos capacités à fédérer, nous demeurons ouverts aux rassemblements les plus larges dans les villes et les villages.

Nous sommes mobilisés pour maintenir et renforcer les majorités de gauche et écologistes dans les villes où nous sommes en première responsabilité ou en coalition et conquérir des communes dirigées par les droites.

Nous sommes mobilisés pour faire entendre plus largement notre voix dans les conseils municipaux et intercommunaux et celles engagées dans les luttes qui défendent l'emploi, les agents de nos services publics, nos hôpitaux, notre système de soins, la paix, l'environnement, les gares, les transports en commun, les mobilités actives, une alimentation saine, locale et accessible, les droits des femmes, les droits des plus vulnérables, de celles et ceux que les politiques nauséabondes rendent invisibles en leur refusant l'accès aux droits fondamentaux.

Nous sommes mobilisés pour faire reculer, dans les différentes instances et les territoires, les campagnes planifiées d'idées de régression, de division et de haine portées par l'extrême-droite. Si l'extrême-droite a réussi, non sans aides, à devenir une force politique inscrite dans le champ démocratique du pays, comme en Europe et dans le monde, elle n'en demeure pas moins une force identitaire qui forge l'individu dans l'inégalité sociale et raciste. Elle use des frustrations pour contester un système en crise afin d'en faire soi-disant autre chose, mais tout en maintenant un système débarrassé d'alternatives de progrès pour toutes et tous. Elle profite de la casse industrielle, du déclassement social, de la restructuration du salariat dans les entreprises privées et publiques, de la mondialisation capitaliste pour désigner les étrangers et les Français d'origine étrangère, issus d'Afrique et de la péninsule arabique essentiellement, comme les boucs émissaires responsables de toutes les difficultés et de submersion migratoire qui ne repose sur aucune réalité. Les extrêmes-droites et droites extrêmes progressent partout dans le monde et rendent le monde plus dangereux et plus mortifère. En concurrence avec les droites locales sur de nombreux sujets, elles détruisent les avancées sociales, sociétales et environnementales.

En 2026, les communistes inscrivent les élections municipales dans un moment de mobilisation populaire pour redonner de l'espoir, construire un socle social protecteur et œuvrer pour la paix et la sécurité collective.

Vaux-Le-pénil, le 26 mars 2025

Conseil départemental de la fédération de Seine-et-Marne du Parti Communiste Français



100 ans de gestion communiste



Mitry-Mory, la belle et la rebelle !

Banquet populaire et fraternel pour fêter 100 ans de gestion progressiste avec un maire communiste, aux côtés de sa maire Charlotte Blandiot-Faride, et des anciens maires Corinne Dupont et Jean-Pierre Bontoux. Avec la présence de Ian Brossat, porte parole du PCF, de Céline Malaisé, présidente du groupe communiste à la région, de nombreux élu.e.s, des délégations de section du PCF en particuliers celles de Chelles, Roissy, Meaux, Agglo Melunaise et de mytriennes et mitryens.

Comité Palestine Solidaire Marne-la-Vallée



dimanche 6 avril, rassemblement sur le parvis de la gare de Chelles, à l'appel du Comité Palestine Solidaire Marne-la-Vallée et de son président Daniel Alarçon, pour dire "stop" au génocide à Gaza, pour faire vivre la solidarité internationale avec le peuple palestinien, et pour exiger un "cessez-le-feu" immédiat et permanent. A l'heure où les massacres se poursuivent à Gaza, et où la colonisation et le nettoyage ethnique s'accroissent en Cisjordanie, soyons plus que jamais unis et solidaires pour la Palestine !

Congrès de l'Union départementale CGT

Nous saluons l'élection du nouveau secrétaire de l'union départementale CGT, Nicolas Bergeron et du bureau lors congrès de l'UD CGT77.

Fête de l'Humanité 2025



Les bons de soutien sont arrivés dans les sections.

C'est parti pour une belle fête populaire, politique et culturelle. Invitons le plus grand nombre à y participer.